

## NOUS RECRUTONS

### UN(E) APPRENTI(E) JURISTE MARCHÉS

(Poste basé à Pantin 93500)

#### Qui sommes-nous ?

Notre groupe d'Entreprises Publiques Locales développe, coordonne, réalise sur le nord-est parisien des opérations emblématiques de transformation de la ville au service des politiques publiques de ses actionnaires publics (EPT Est Ensemble, Villes de Pantin, Bobigny, Bondy, Les Lilas, Noisy-le-Sec, Romainville).

Structuré autour de deux entreprises publiques locales – la Semip et la SPL Ensemble, d'un GIE de moyens, et de diverses filiales (SAS foncière de redynamisation commerciale, et SCCV de projets immobiliers), le Groupe ENSEMBLE est engagé depuis 3 ans dans une diversification et une forte croissance de ses activités (portefeuille constitué de concessions d'aménagement, mandats de maîtrise d'ouvrage d'équipements, contrats de prestations, opérations propres ou filialisées), de son chiffre d'affaires consolidé (3,9 M€ en 2025), et de ses équipes (25 salariés) qui impactent l'ensemble de l'organisation (ressources humaines, management, process, espaces de travail).

#### Description du poste

Vous appréciez travailler pour l'intérêt général, dans un environnement en mutation qui vous permettra de développer des compétences transverses et d'œuvrer à la transformation d'un territoire en contribuant à des projets d'aménagement urbain.

Au sein de la direction des affaires financières (5 personnes), en collaboration avec le responsable des affaires juridiques et des marchés, l'**apprenti(e) juriste marchés** participera pleinement à la sécurisation des procédures et à l'acculturation aux règles de la commande publique.

Il/elle devra notamment :

- Accompagner les services opérationnels à chaque étape du processus d'achat, de la définition du besoin (réunions de cadrage, conseils dans la préparation du marché, le choix de la procédure), l'analyse des candidatures et des offres (participation à l'élaboration du rapport d'analyse), la convocation des commissions de marchés/d'appels d'offres et leur secrétariat jusqu'à la notification du marché ;
- Saisir les données essentielles sur la plateforme de dématérialisation (AWS) ;
- Assurer le suivi de l'avancement des dossiers (tableau de suivi) ;
- Participer à la création et la mise à jour d'outils de planification (nomenclature des achats) ;
- Accompagner les services opérationnels dans l'exécution des marchés notamment dans la rédaction d'avenants, la vérification de la conformité et complétude des dossiers de sous-traitance ;
- Contribuer à la veille réglementaire et jurisprudentielle en matière de commande publique et à la diffusion auprès des équipes notamment par la rédaction d'une newsletter trimestrielle ;
- Contribuer à la sensibilisation aux règles de la commande publique en participant à la formation des équipes ;
- Rédiger des notes sur des thématiques en lien avec la commande publique.

#### Profil et compétences requises

Vous êtes étudiant(e) et vous souhaitez préparer un Master en droit des contrats publics / droit de la commande publique, et êtes à la recherche d'une alternance d'une durée de 12 ou 24 mois.

Organisé(e), vous aimez le travail en équipe et êtes doté(e) d'une capacité d'analyse et de synthèse.

Vous maîtrisez les outils informatiques (suite Office).

## Comment postuler

Adressez votre candidature (**lettre de motivation + CV**) par e-mail à [contact@groupe-ensemble.fr](mailto:contact@groupe-ensemble.fr) à l'attention de Monsieur le Directeur Général.

## Autres informations

Convention de branche : Syntec.

Temps de travail journalier au sein de la société : 7h00 travaillées (9h00/12h30 et 14h/17h30).

Rémunération sur une base brute annuelle de 13 mois, à adapter selon l'âge de l'apprenti.e et l'année du contrat.

Prime de vacances versée au prorata du temps de présence.

Congés payés : 26 jours ouvrés par an au prorata du temps de présence dans l'entreprise + 4 jours employeurs.

Avantages particuliers : Mutuelle/prévoyance (prises en charge à 100% par l'employeur), PERCO, Ticket restaurant d'une valeur de 10,50 euros (Prise en charge par l'employeur à 60%), forfait transport et mobilité durable.